



# COMITE DE L'OISE TENNIS DE TABLE

La Maison des Associations Harmonie25 Rue Maurice Segonds, 60000 BEAUVAIS

☎ : 06.49.78.28.01 @ : secretariat@comiteoisett.fr

## RÈGLEMENT INTERIEUR DU COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE L'OISE DE TENNIS DE TABLE

### TITRE I

### DISPOSITION GÉNÉRALES

#### Article 1 – Objet

Le présent règlement intérieur a pour objet de préciser le fonctionnement interne du comité départemental de l'Oise de Tennis de Table. Il est établi en application des statuts.

En cas de divergence entre ceux-ci et le règlement intérieur fédéral ou en cas de difficulté d'interprétation, les statuts ont la prééminence.

#### Article 2 – Conditions d'affiliation

Toute association civile déclarée selon la Loi du 1er Juillet 1901, dont le siège social est situé dans le département de l'Oise, qui désire s'affilier doit en faire la demande à la Fédération française de tennis de table (FFTT) par l'intermédiaire de la Ligue Hauts-de-France suivant les conditions fixées par les statuts, le règlement intérieur et les règlements généraux de la FFTT.

L'association doit être en règle avec les textes législatifs et réglementaires en vigueur.

### LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

#### Article 3 – Délégués des associations

L'Assemblée générale du comité départemental est constituée par les représentants directs des associations du comité départemental. Chaque association délègue à l'Assemblée générale soit son Président, soit un représentant élu selon les modalités prévues à l'article 5.4 des statuts du Comité départemental.

Chaque association dispose d'un nombre de voix déterminé par le barème figurant à l'article 5.3 des statuts du Comité départemental selon le dernier nombre de licences validées et payées (ou en cours de paiement si l'Assemblée Générale a lieu avant la date la date limite de paiement).

Les délégués des associations doivent avoir seize ans révolus, jouir de leurs droits civiques (s'ils sont majeurs) et être licenciés à l'association qu'ils représentent. Les délégués des associations exclusivement corporatives doivent

avoir seize ans révolus, jouir de leurs droits civiques (s'ils sont majeurs) et avoir la qualification corporative pour l'association qu'ils représentent, peu importe qu'ils soient licenciés de cette association ou d'une association "libre". Le vote par procuration n'est pas autorisé.

#### Article 4 – Dates des réunions

L'Assemblée générale du comité départemental se réunit au moins une fois par an et chaque fois qu'elle est convoquée par son Président, soit à la demande du Conseil fédéral ou du Conseil de ligue ou du Comité directeur départemental, soit à la demande du tiers au moins des associations, représentant au moins le tiers des voix.

L'Assemblée générale du comité départemental qui doit également renouveler les membres de son Comité directeur départemental, doit se tenir au plus tard deux semaines avant celle de la ligue, lorsque l'Assemblée générale de la Ligue doit renouveler les mandats des membres de son Conseil de ligue.

Sa date est fixée par décision du Comité directeur départemental et publiée au moins deux mois à l'avance par tous moyens que le Comité directeur décide.

Lors de l'Assemblée électorale, il est procédé à l'élection pour la durée du mandat ;

- d'un délégué et de 2 suppléants pour assister aux Assemblées générales de la FFTT.

Les délégués et leurs suppléants doivent être licenciés à la FFTT, avoir atteint la majorité légale, jouir de leurs droits civiques et être obligatoirement membres du Comité directeur départemental.

#### Article 5 – Droit d'assister

Toute personne, en dehors de celles prévues à l'article 5 des statuts, peut y assister, sans voix consultative ou délibérative, sauf objection exprimée par l'Assemblée générale à la majorité des deux tiers des membres présents.

#### Article 6 – Présidence

La présidence de l'Assemblée générale est assurée par le Président du comité départemental, assisté des membres du Comité directeur départemental. Elle peut, toutefois, être attribuée, exceptionnellement et provisoirement, à un membre du Conseil fédéral ou du Conseil de ligue par décision de ces derniers.

#### Article 7 – Ordre du jour

L'ordre du jour de l'Assemblée générale est établi au plus tard quinze jours avant sa réunion et mis à la disposition des associations. Les membres qui désirent faire des propositions doivent les adresser au Comité directeur départemental, deux semaines au moins avant la réunion.

#### Article 8 – Validité des décisions

L'Assemblée générale peut valablement délibérer à condition que soit représentées au minimum 25 % des associations représentant au minimum la moitié des voix.

Une feuille de présence est signée par tous les délégués des associations, régulièrement mandatés.

Les décisions sont prises à la majorité simple. Toutefois, les modifications aux statuts du Comité départemental doivent, pour être décidées, satisfaire aux dispositions de l'article 21.1 des statuts du comité départemental.

## Article 9 – Déroulement des séances

L'Assemblée générale annuelle entend les rapports sur la gestion du Comité directeur départemental, sur sa situation financière et sportive. Elle approuve les comptes de la saison écoulée et vote le budget prévisionnel, qui lui ont été communiqués en temps utile, et pourvoit, s'il y a lieu, à l'élection des membres du Comité directeur départemental et de son Président.

Dans le mois qui suit l'approbation par l'Assemblée générale du comité départemental, le Président doit adresser au siège de la FFTT le rapport sur la gestion et la situation financière et sportive du comité départemental.

Elle ne peut délibérer que sur les questions mises à l'ordre du jour. Cependant, un point ne figurant pas à l'ordre du jour peut être délibéré si la majorité simple de l'Assemblée Générale le décide.

## LES ÉLECTIONS

### Article 10 – Candidatures au Comité directeur départemental

10.1 - L'appel à candidature est publié dans les conditions fixées par le Comité directeur départemental sous la responsabilité de son Président.

10.2 - Les candidatures au Comité directeur départemental sont rédigées sur papier libre ou par courriel en indiquant le numéro de la licence ainsi que le nom de l'association d'appartenance. Elles doivent être adressées de façon impersonnelle au Président du comité départemental à une date fixée par le Comité directeur départemental au moins trois semaines avant celle fixée pour les élections.

10.3 - Les candidatures doivent être accompagnées d'une fiche de présentation du candidat qui peut être retirée au siège du comité départemental.

Une confirmation de prise en compte de la candidature est adressée par le Président à chaque candidat.

La liste des candidats est transmise quinze jours avant l'Assemblée Générale Élective et mis à la disposition des associations.

10.4 - Seules sont candidates les personnes de seize ans révolus, ne rentrant pas dans la liste des impossibilités prévues à l'article 7.3 des statuts du Comité départemental et licenciées à la FFTT au titre d'une association du Comité départemental.

10.5 - Les membres sortants sont rééligibles.

### Article 11 – Élection des membres du Comité directeur départemental

Après le dépouillement, les candidats au Comité Directeur Départemental sont classés par ordre décroissant selon le nombre de voix obtenues et le nombre de personnes en vigueur - selon l'article 7.1 des statuts - ayant obtenu le plus de voix sont élues à condition qu'il y ait parmi elles :

- au moins 25 % de personnes de chaque sexe.

Dans le cas où la composition prévue ci-dessus ne peut pas être respectée, les postes concernés doivent être laissés vacants.

## Article 12 – Élection du Président du Comité départemental

Dès la fin de la proclamation des résultats, le Président de séance suspend l'Assemblée générale et invite les nouveaux membres du Comité directeur départemental à se réunir afin de proposer un candidat à la présidence aux suffrages de l'Assemblée générale.

Le doyen d'âge des élus du nouveau Comité directeur départemental prend la direction de la réunion. Il sollicite la déclaration d'éventuels candidats. Qu'il y en ait un ou plusieurs, il soumet cette ou ces candidatures au vote à bulletin secret à la majorité absolue des suffrages valablement exprimés et des bulletins blancs.

Après le choix du Comité directeur départemental, le doyen d'âge prend alors la présidence de l'Assemblée générale, déclare la séance reprise et propose le candidat du Comité directeur départemental aux suffrages de l'Assemblée générale.

Après le vote et le dépouillement, les scrutateurs remettent le procès-verbal de dépouillement au Président de séance qui donne lecture des résultats et proclame, s'il y a lieu, le candidat Président du Comité directeur départemental élu.

Pour être élu, le candidat doit recueillir au scrutin secret la majorité absolue des suffrages valablement exprimés et des bulletins blancs.

Dans le cas contraire, le Comité directeur départemental se retire à nouveau en réunion et propose un nouveau candidat et ainsi de suite jusqu'à ce que l'Assemblée générale élise un Président.

Au cours d'une même Assemblée générale, un candidat ne peut être présenté qu'une seule fois aux suffrages de celle-ci. En cas d'absence de candidat ou de rejet par l'Assemblée générale de toutes les candidatures, le doyen d'âge assure l'intérim jusqu'à l'organisation d'une nouvelle Assemblée générale chargée d'élire un Président qui doit être convoquée dans un délai maximal de trois mois.

Dès la proclamation de son élection, le nouveau Président prend la direction de l'Assemblée générale.

## TITRE II L'ORGANISATION DU COMITE DÉPARTEMENTAL

### Article 13 – Fonctionnement général

Le Comité départemental dispose pour son fonctionnement général :

- 1 - d'un Comité directeur départemental au sein duquel on trouve le Bureau chargé des affaires courantes et/ou urgentes ;
- 2 - des Commissions pour préparer les dossiers fondamentaux ;
- 3 - d'une administration sous la responsabilité du Président et du Secrétaire général ;
- 4 - de cadres techniques professionnels et bénévoles ;

Le Président peut donner une délégation partielle, permanente ou temporaire aux Vice-présidents, exceptionnellement à un autre membre du Comité directeur départemental, pour agir au nom du département.

Il peut confier des missions d'études sous les mêmes conditions.

## LE COMITÉ DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL

### Article 14 – Compétences

Le Comité départemental est dirigé par un Comité directeur départemental qui, dans les limites des pouvoirs délégués par le Conseil fédéral de la FFTT, a dans ses attributions toutes les questions se rapportant à l'organisation, à la coordination, au contrôle et au développement du Tennis de Table sur le territoire du Comité départemental. Notamment :

- il veille à la stricte application des règles du jeu, des règlements fédéraux et des décisions du Conseil fédéral ;
- il organise les épreuves prévues par les règlements fédéraux, régionaux et départementaux, les rencontres de sélection de toutes les épreuves et manifestations utiles à la diffusion et à la progression du Tennis de Table ;
- il entretient toutes relations utiles avec les organismes sportifs départementaux, français et éventuellement étrangers ;
- il s'occupe des dossiers financiers CNDS, de l'équipement, des relations avec le Comité départemental Olympique et Sportif et la Direction départementale de la cohésion sociale ;
- il peut prononcer toute sanction sportive sur les compétitions de l'échelon départemental ;
- il procède à la désignation des commissions et des membres du Conseil de l'ordre ;
- il arrête les comptes annuels et les transmet au commissaire vérificateur - il assure, si nécessaire, la liaison entre la FFTT et les clubs de son territoire.

### Article 15 – Présidence des réunions

Le Président du Comité départemental préside les réunions du Comité directeur départemental. En l'absence du Président, la séance est présidée par le Vice-président délégué ou, à défaut dans l'ordre, le plus âgé des Vice-présidents présents, par le Trésorier général ou, enfin par le plus âgé des membres présents.

### Article 16 – Déroulement des séances

#### 16.1 - Ordre du Jour

Le Président établit l'ordre du jour du Comité directeur départemental et l'adresse à ses membres au moins huit jours avant la date fixée pour la réunion, sauf en cas de situation exceptionnelle.

À l'ordre du jour sont inscrits les sujets concernant l'activité, la gestion et la politique générale du Comité départemental, les objectifs, les moyens et les résultats.

En cas d'absence du Secrétaire général, le Président de séance désigne un membre présent pour établir le procès-verbal de la séance.

Après adoption du procès-verbal de la séance précédente ou le rappel de son adoption, le Président donne lecture de l'ordre du jour.

## **16.2 - Déroulement de la séance**

Les membres du Comité directeur départemental peuvent proposer des sujets supplémentaires aux questions inscrites ou des modifications à l'ordre du jour dans lequel elles seront examinées. Il est fait droit à toute demande réunissant au moins le tiers des voix des membres présents.

Une fois l'ordre du jour épuisé, le Comité directeur départemental peut mettre à l'examen toute autre question de son choix et décider d'entendre toute communication ou proposition nouvelle. Après audition de son auteur, une telle proposition peut être discutée de suite, renvoyée à la Commission compétente pour étude ou mise à l'ordre du jour de la séance suivante. Le Président assure personnellement la conduite des séances. Il doit, sur chaque question, assurer le droit de parole, à tour de rôle, à tous les membres qui en font la demande. Il a qualité pour prononcer les rappels à l'ordre avec ou sans inscription au procès-verbal.

L'exclusion temporaire de la séance ne peut être prononcée que par le Comité directeur départemental au scrutin secret et à la majorité des deux tiers des membres présents.

Le Président peut suspendre la séance mais il ne peut la lever avant l'épuisement de l'ordre du jour, qu'avec l'accord de la majorité des membres présents.

Avant de lever la séance, le Conseil directeur départemental fixe, si nécessaire, la date et le lieu de la séance suivante.

Toute proposition soumise au vote est agréée si elle réunit la majorité des voix des membres présents. Sur la demande d'un membre présent, le Comité directeur départemental peut décider que le vote se fera au scrutin secret. Il a lieu au scrutin secret, notamment lorsqu'un des membres du Comité directeur départemental est personnellement intéressé à la décision à prendre.

Le Comité directeur peut permettre à toute personne licenciée à la FFTT d'assister aux réunions. Elle peut demander à prendre la parole lors des questions diverses, après autorisation du Président de séance.

## **16.3 - Procès-verbal**

À la fin de chaque séance est rédigé un procès-verbal faisant office de compte-rendu. Le procès-verbal de la séance précédente est lu en début de séance.

Avec les modifications qui lui ont été éventuellement apportées sur les observations des membres du Comité directeur départemental ayant assisté à la séance précédente, le procès-verbal est soumis à leur approbation. Il est signé par le Président et le Secrétaire général.

Les procès-verbaux, après adoption, sont établis sans blanc ni rature sur des feuilles numérotées et conservés au siège du Comité départemental. Ils sont communiqués aux associations sportives affiliées par l'une des publications officielles du Comité départemental.

## **Article 17 – Préparation de l'assemblée générale**

Le Comité directeur départemental fixe la date des Assemblées générales et la publie au moins un mois à l'avance par tous les moyens qu'il décide lui-même. Il en arrête l'ordre du jour qui est publié au plus tard quinze jours avant sa réunion.

## Article 18 – Absence

Tout membre du Comité directeur départemental qui a, sans excuse, manqué à trois séances consécutives du Comité directeur départemental perd sa qualité de membre du Comité directeur départemental.

## Article 19 – Attributions

Le Comité directeur départemental a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration financière, technique et la direction morale du Comité départemental. Il peut déléguer ses pouvoirs au Bureau dans les conditions prévues par l'article 24 du présent règlement.

## Article 20 – Motion de défiance

20.1 - Une motion de défiance peut être déposée à l'encontre du Comité directeur départemental conformément aux dispositions de l'article 8 des statuts. Le vote ne peut avoir lieu que quinze jours au moins et deux mois au plus après le dépôt de la motion de défiance au siège du Comité départemental. Pour l'Assemblée générale extraordinaire prévue pour le vote de la motion de défiance, le Président du Comité départemental doit demander au Président de la FFTT la présence d'un délégué du Conseil de ligue.

L'adoption de la motion de défiance entraîne la démission du Comité directeur départemental et le recours à de nouvelles élections.

20.2 – En cas d'adoption de la motion de défiance, Le délégué du Conseil de ligue prend alors la Présidence de l'Assemblée générale. Il demande à l'Assemblée générale de désigner en son sein des membres devant composer la Commission de gestion provisoire du Comité départemental. La Commission de gestion provisoire du Comité départemental est chargée :

- de liquider les affaires courantes. Pour ce faire, elle doit s'entourer de toutes les personnes qu'elle juge utiles pour l'aider dans sa tâche ;
- d'organiser les nouvelles élections au Comité directeur départemental dans un délai maximum de trois mois à compter de la date du vote de la motion.

Les fonctions de la Commission de gestion provisoire du Comité départemental prennent fin avec l'élection d'un nouveau Comité directeur départemental.

# LE BUREAU DU COMITÉ DÉPARTEMENTAL

## Article 21 – Composition

Le Bureau se compose de membres de droit : le Président, le Vice-président délégué, les Vice-présidents, le Secrétaire général et le Trésorier général, les secrétaires et trésoriers adjoints.

Le nombre et la qualité des vice-présidents et le nombre des membres élus sont proposés par le Président à l'approbation du Comité directeur départemental.

Les membres de droit doivent être majeurs.

## Article 22 – Élections

Le Comité directeur départemental, dès son élection par l'Assemblée générale, élit en son sein obligatoirement, et pour la durée du mandat, son bureau. Dès l'élection du Président du Comité directeur départemental, ce dernier propose aux membres du Comité directeur départemental de faire acte de candidature à chaque poste composant le Bureau. Le Comité directeur départemental vote alors à bulletin secret à la majorité simple pour chacun des postes.

Les membres sortants sont rééligibles.

Une élection partielle a lieu dans les mêmes conditions chaque fois qu'un poste au moins de membre du Bureau, autre que celui du Président, se trouve vacant, au cours de la première réunion du Comité directeur départemental qui suit cette vacance. Le mandat du ou des nouveaux élus prend fin à l'expiration de celui des autres membres du Bureau.

## Article 23 – Convocation - compétences

Le Bureau se réunit au moins 3 fois par an sur convocation du Président du Comité départemental. Le Président peut également y convoquer, à titre consultatif, toutes les personnes dont il estime nécessaire la présence temporaire en fonction de l'ordre du jour.

Le Président est habilité à prendre toutes décisions d'administration courante et toutes dispositions d'urgence. En cas d'extrême urgence, le Président prend toutes décisions après avoir pris l'avis, par téléphone ou par courriel, le cas échéant, des Vice-présidents, du Secrétaire général et du Trésorier général. Il en informe les membres du Bureau.

Il appartient également au Président de rendre compte au Comité directeur départemental de l'activité du Bureau.

## Article 24 – Délibérations

Les règles prévues à l'article 16 du présent règlement pour les délibérations du Comité Directeur Départemental sont applicables aux délibérations du Bureau.

Après avoir délibéré, le Bureau peut décider de soumettre au Comité directeur toute question dont il est saisi.

## Article 25 – Le Président

Outre les pouvoirs que lui confèrent les statuts, le Président a autorité sur le personnel administratif et technique salarié du Comité départemental.

Il a particulièrement la charge des relations avec les personnalités et organismes extérieurs et de l'animation, de la coordination et du contrôle de toutes les branches d'activités.

Il peut déléguer certains de ses pouvoirs à un membre du Bureau.



## Article 26 – Les Vice-présidents

Le Vice-président délégué, est chargé, en cas d'absence momentanée et prévue du Président du Comité départemental, de l'exercice de toutes les responsabilités inhérentes à la fonction de Président.

Outre les rôles définis par les statuts et les délégations permanentes ou temporaires qu'ils peuvent recevoir ; les Vice-présidents sont chargés de l'animation, de la coordination et du contrôle des activités des différentes commissions.

## Article 27 – Le secrétaire général

Il est chargé, sous l'autorité et le contrôle du Comité directeur départemental et du Bureau, de l'administration du Comité départemental.

Il est responsable du secrétariat administratif sur lequel le Président a autorité. Il veille au bon fonctionnement des instances départementales. Il s'occupe notamment du suivi des commissions pour lesquelles il a mission.

Il prépare les réunions des Bureaux, des Comités directeurs départementaux et des Assemblées générales.

Il propose au Président les ordres du jour et les procès-verbaux correspondants.

## Article 28 – Le trésorier général

Il est responsable de l'établissement de la comptabilité journalière. Il effectue et contrôle toutes les opérations financières.

Il s'assure de la rentrée des ressources dans les délais fixés.

Il établit les résultats d'exercices et bilans qu'il communique dans les délais prévus aux commissaires vérificateurs

En aucun cas, le Trésorier général ne peut recevoir délégation pour l'ordonnance des dépenses.

# LES COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES

## Article 29 – Mise en place

Le Comité directeur départemental met en place les commissions départementales qu'il juge nécessaires au bon fonctionnement du Comité départemental.

Il nomme, en son sein de préférence, les présidents de chacune des commissions.

## Article 30 – Composition

Les commissions départementales sont composées de membres dont le nombre peut varier en fonction de l'importance des missions qui leur sont confiées.

Les candidatures aux fonctions de membres des commissions doivent être adressées par écrit ou par courriel au Président du Comité départemental. Le Président de chaque commission établit la liste des membres qu'il retient et la soumet à l'agrément du Bureau du Comité départemental. Il en va de même pour les candidatures en cours de mandat.

Les membres des commissions départementales doivent être licenciés à la FFTT.

Il sera procédé le plus rapidement possible au remplacement des membres défaillants pour quelque cause que ce soit.

### Article 31 – Réunions

Chaque commission se réunit sur convocation de son Président. Le Président du Comité départemental et le Vice-président délégué doivent obligatoirement recevoir les convocations, sans pour autant être obligés d'assister aux réunions.

Le Président de la commission préside les séances. En son absence, la présidence est assurée par le plus âgé des membres présents. Les décisions sont prises à la majorité simple des voix.

Il est établi un compte-rendu de chaque réunion.

### Article 32 – Comptes-rendus

Le Président de chaque commission remet au secrétariat du Comité départemental avec copie au Secrétaire général dans les quinze jours, et immédiatement en cas d'urgence, le compte-rendu de chaque réunion et les avis ou décisions prises.

### Article 33 – Rôle des commissions

Les commissions mises en place par le Comité directeur départemental doivent donner des avis sur les études et les travaux qu'il leur a confiés.

Elles sont forces de proposition. Les propositions doivent ensuite être approuvées par le Comité directeur à la majorité simple.

Elles peuvent toutefois prendre des décisions dans les limites des pouvoirs qui leur sont délégués par le Comité directeur départemental.

### Article 34 – Commissions

#### **34.1 - Commission Départementale de l'Arbitrage**

Elle assure la promotion de l'arbitrage au sein du département. Elle veille à l'application des règles de jeu et prononce toutes les mesures nécessaires – qui sont de son ressort - envers les juges-arbitres et les arbitres défaillants dans l'exercice de leur fonction lors des compétitions départementales.

Elle désigne les juges-arbitres et arbitres nécessaires au déroulement des épreuves départementales.

Sur demande de la commission fédérale d'arbitrage ou de la commission régionale d'arbitrage, elle désigne les juges-arbitres et arbitres nécessaires au déroulement des épreuves interdépartementales, interrégionales et nationales se déroulant sur le territoire du département.

### **34.2 - Commission Sportive départementale**

Elle assure toutes les actions nécessaires au lancement et au déroulement des épreuves sportives départementales.

Elle établit le cahier des charges des organisations départementales et rédige les conventions d'organisation.

Elle procède aux appels à candidature et attribue chaque organisation en fonction des conditions proposées et du souhait émis par le candidat organisateur.

Elle s'assure du respect de l'application de la convention et du suivi financier des épreuves départementales.

Elle établit les projets de règlements sportifs, ou leurs modifications, qu'elle soumet à la rédaction de la Commission Départementale Statuts et Règlements avant approbation par le Comité directeur départemental. Elle en contrôle l'application et règle les litiges qui s'y rapportent.

Elle participe à l'établissement du projet de calendrier sportif qui est soumis à l'approbation du Comité directeur départemental.

### **34.3 - Commission Départementale Statuts et Règlements**

Elle veille au respect des Statuts et Règlement intérieur et en prépare les modifications qu'elle soumet au Comité directeur départemental avant qu'ils ne soient proposés à l'Assemblée générale.

Elle élabore tous les règlements nécessaires au fonctionnement des organes du Comité départemental en conformité avec les règlements fédéraux. Elle en suit l'application, en assure l'interprétation et renseigne la commission chargée de régler les litiges sportifs. Elle propose éventuellement, en accord avec les commissions intéressées, les modifications à y apporter.

Elle règle les litiges administratifs.

Elle étudie les demandes de fusion de son ressort pour présentation au Comité directeur départemental.

### **34.4 - Commission technique départementale**

Elle assure toutes les actions de formations techniques des jeunes ou des cadres techniques sur les niveaux de formation délégués par la ligue Hauts-de-France.

Elle assure la formation continue des cadres techniques du comité départemental.

Elle réunit régulièrement les cadres techniques employés par le comité pour élever le niveau des jeunes du département et détecter les pongistes prometteurs.

### **34.5 - Commission développement**

Elle impulse et coordonne les actions de développement en accord avec les objectifs fédéraux et le plan régional de l'olympiade. Elle s'appuie sur les autres commissions pour répondre aux sollicitations ou inciter et aider les clubs à développer le tennis de table. La commission se doit de répondre aux besoins spécifiques du département et de ses clubs afin d'augmenter quantitativement le nombre de licenciés tout en améliorant la qualité de l'offre sportive de nos clubs.

### **34.6 - Commission communication**

Elle doit permettre au comité et au club de pouvoir communiquer vers l'extérieur en créant une stratégie de communication, des supports de communication, photos/vidéo, gestion des réseaux sociaux...

Son rôle est également de mobiliser et attirer de nouveaux partenaires, de conseiller, assister et accompagner les clubs et le comité dans toutes les actions de communication, d'analyser les besoins, de valoriser l'image du comité. Elle est garante de la cohérence de l'image du comité.

### **34.7 Autres commissions**

La liste des commissions énumérée dans le présent document n'est pas exhaustive. Des commissions peuvent être créées ou supprimées, avec l'approbation du Comité directeur à la majorité simple.

## AUTRES ORGANES

### Article 35 – Missions et groupes de travail

Le Président du Comité départemental peut créer des missions permanentes ou temporaires et des groupes de travail correspondant aux actions nécessaires pour mener à bien la politique départementale. Pour ce faire, il désigne des chargés de missions et des responsables de groupe.

## LES DÉLÉGUÉS DU COMITÉ DÉPARTEMENTAL

### Article 36 – Nomination

Chaque année, en début de saison, après validation par le comité, la commission sportive établit la liste des épreuves et nomme le responsable de l'épreuve délégué de cette compétition.

### Article 37 – Missions

Le délégué du Comité départemental est chargé :

- des relations avec les organisateurs ;
- de la préparation et de l'organisation du déplacement ;
- de la répartition des dépenses et de l'établissement du bilan ;
- de la représentation du Comité départemental dans le cadre de l'épreuve ;
- de la liaison entre les organisateurs, les joueurs et les techniciens ;
- de la rédaction d'un compte rendu pour le Comité directeur départemental.

## LES SALARIÉS ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES DÉPARTEMENTAUX

### Article 38 – Composition

Les services départementaux sont chargés du bon fonctionnement administratif, financier et technique du Comité départemental sous l'autorité du Président du Comité départemental et les responsabilités du Secrétaire général et du Trésorier général.

Ces services disposent, pour ce faire, du personnel appointé dont le statut et les rémunérations sont fixés par le Président du Comité départemental avec le Secrétaire général et le Trésorier général.

## LA DISCIPLINE

### Article 39 – Transmission

Tout fait contraire aux règles posées par les statuts et règlements généraux du Comité départemental est susceptible de faire l'objet de poursuites disciplinaires.

Le dossier est transmis par le président du Comité départemental au président de la ligue, ce dernier étant, conformément à l'article 10 du règlement disciplinaire de la FFTT le seul à pouvoir engager des poursuites.

# VÉRIFICATEUR AUX COMPTES

## Article 40 – Nomination

La nomination d'un vérificateur aux comptes et d'un suppléant est soumise à l'approbation de l'Assemblée générale. La durée de sa mission est celle de l'olympiade. Son remplacement est fait dès que nécessaire pour quelque vacance que ce soit et soumis à l'approbation de la plus proche Assemblée générale départementale.

## Article 41 – Mission

Le vérificateur aux comptes assume sa mission selon les directives et obligations qui découlent des lois en vigueur.

## LES CHALLENGES ET TROPHÉES

## Article 42 – Fonctionnement

Le Comité directeur départemental étudie les dossiers soumis et transmet ses conclusions. Des attributions peuvent être proposées par le Comité Directeur pour des services exceptionnels rendus à la cause du tennis de table.

Des récompenses honorifiques sont attribuées annuellement aux personnes qui ont rendu des services appréciables au tennis de table tant sur un plan local que départemental.

Des récompenses spécifiques sont attribuées annuellement aux clubs pour mettre en évidence leurs efforts en terme de formation, de développement, de participation de leurs licenciés en compétitions et d'élargissement du public accueilli.

Le Comité directeur départemental peut décider de l'évolution de ces récompenses.

## TITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES

## Article 43 – Cas non prévus

Pour tous les cas non prévus ou non mis à jour dans le présent règlement intérieur, il est fait application du Règlement intérieur de la Fédération française de tennis de table.

## Article 44 – Modification du règlement intérieur

Le règlement intérieur peut être modifié par l'Assemblée générale à la demande du Comité directeur départemental.

Dans ce cas, l'ordre du jour doit comporter les propositions de modifications et être adressé aux représentants des associations sportives affiliées, telles que définies à l'article 5 des statuts du Comité départemental, quinze jours au moins avant la date fixée pour la réunion de l'Assemblée générale.

## Article 45 – Date d’application du règlement intérieur

Le présent règlement intérieur adopté par l'Assemblée générale du Comité départemental de l'Oise de tennis de table en date du 14 septembre 2024 annule et remplace ceux adoptés par l'Assemblée générale du Comité départemental de l'Oise de tennis de table en date du 28 septembre 2019.

Ils sont applicables à compter de leur validation par l'Assemblée Générale.

Nom et Prénom  
Président  
BONNINGRE Quentin

Handwritten signature of Quentin Bonningre in black ink.

Nom et Prénom  
Secrétaire Général  
COPPENS Véronique

Handwritten signature of Véronique Coppens in blue ink.